

# 01

# L'INDUSTRIE BANCAIRE FRANÇAISE

---

Le modèle français de banque universelle  
a démontré sa solidité. Il est leader en Europe.



UNE INDUSTRIE  
STRATÉGIQUE



UNE INDUSTRIE  
FACE À DES DÉFIS



## UNE INDUSTRIE STRATÉGIQUE

L'industrie bancaire française est leader en Europe.  
En 2017, les banques françaises continuent  
de renforcer leur solidité.

### Un modèle de banque universelle au service de tous les clients

**La banque universelle de proximité**, spécificité française, est un modèle économique original du secteur bancaire qui regroupe au sein d'une même institution **l'ensemble des métiers bancaires** : la banque de détail, la banque de financement et d'investissement, la gestion d'actifs et l'assurance. La banque apporte ainsi tous les services dont peuvent avoir besoin les entreprises, les particuliers, les collectivités locales et les investisseurs institutionnels : dépôts et crédits, assurances, épargne et gestion d'actifs, BFI, financements spécialisés... Ce modèle permet une diversification des sources de revenus par clientèles et zones géographiques.

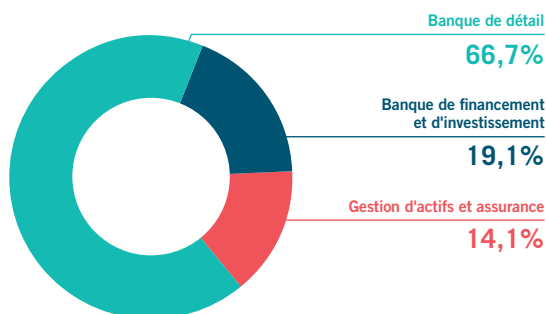
**Le système français [...] est un système solide. C'est un atout de l'économie française, qui contribue à un financement très dynamique de notre économie.**



**FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU**  
GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE  
Déclaration à BFM Business - 6 juillet 2017

### RÉPARTITION DU PRODUIT NET BANCAIRE PAR MÉTIERS DES PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES FRANÇAIS EN 2016

Source : ACPR



### Un secteur solide

La compétitivité et l'attractivité de l'industrie financière, dans un contexte européen et international de plus en plus concurrentiel, constituent un enjeu essentiel de souveraineté économique d'un pays. **Avec des banques figurant dans le palmarès des classements internationaux et des centres de décision majeurs basés en France, la finance constitue une industrie stratégique dans notre pays.**

Les grandes banques (G-SIBs) de la zone euro, dont 3 sur 7 sont en France, portent à leurs bilans 46% des prêts aux particuliers et 40% des prêts aux entreprises (EBA-EU Wide stress testing 2016).

## Quatre banques françaises sont parmi les neuf premières banques de la zone euro et les vingt premières mondiales

(The Banker, juillet 2017 – classement par taille de bilan).

## En 2017, les banques françaises continuent de renforcer leur solidité.

A la fin de l'année, les 6 principaux groupes bancaires français ont tous des ratios CET1 (Common Equity Tier 1) supérieurs aux exigences minimales (à 11,50%). Le ratio CET1 non-phasé moyen est de 14,05% contre 13,62% un an auparavant, soit une progression de 0,43 point.

## Un secteur performant

Dans un contexte peu porteur, caractérisé par un environnement de taux bas persistant et un contexte de marché instable, le produit net bancaire cumulé **des 4 principales banques françaises** résiste : il passe à **122,9 Mds€** en 2017 (-0,3%), contre **123,3 Mds€** en 2016. Grâce à leur maîtrise du coût du risque (baisse de **21,0%** en 2017), les établissements bancaires réalisent **20,1 Mds€** de résultat net en 2017.

## Un acteur dynamique du marché de l'emploi et de la formation

Le secteur bancaire français est un acteur dynamique du marché de l'emploi avec 41 100 recrutements en 2016.

C'est un des premiers employeurs du secteur privé en France. **370 300 personnes** travaillent dans les banques soit 2,3% de l'emploi salarié privé en France.

L'évolution de l'emploi dans la banque fait ressortir des tendances structurantes pour le secteur :

- **la part des cadres** dans les effectifs passe de 55% en 2015 à 61% en 2016 ;
- **les recrutements à Bac+5 augmentent** de 41% à 44% ;
- **la pyramide des âges évolue** avec une baisse de la part des moins de 30 ans au profit des 30-44 ans, plus marquée pour les cadres, signe de l'augmentation de l'âge moyen à l'embauche ;
- **les métiers en relation avec la clientèle** représentent toujours près des 2/3 des recrutements mais **les métiers de la conformité et en informatique** se sont renforcés.



## PUBLICATION DE L'OUVRAGE : "REPÈRES D'ÉCONOMIE BANCAIRE : LES NOUVEAUX DÉFIS DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE" - MARS 2017

Les auteurs, économistes et professionnels du monde bancaire décrivent, en six chapitres illustrés de dessins, les repères fondamentaux du modèle actuel de financement de l'économie. Cet ouvrage pédagogique, accessible au plus grand nombre, donne les clés pour comprendre les enjeux du financement de l'économie et explique en quoi la régulation financière est devenue une arme politique et concurrentielle.

L'investissement en faveur de la qualification et de l'évolution professionnelle des collaborateurs est un enjeu majeur pour les banques. En 2016, le secteur bancaire a consacré 4,3% de sa masse salariale à la **formation de ses personnels** (2,7% en moyenne dans les entreprises françaises).

Par ailleurs, les banques françaises plébiscitent **l'alternance** qui permet à de nombreux jeunes de bénéficier d'une formation en entreprise parallèlement à

leur cursus scolaire. Les banques françaises ont signé en 2016 plus de 6 300 contrats d'alternance, dont 1 sur 2 se fait en contrat de professionnalisation. Ces nouveaux contrats s'ajoutent aux 8 300 alternants déjà présents dans les banques.

L'élévation du niveau des diplômes à l'embauche, conjuguée à la formation continue diplômante, fait évoluer fortement le niveau général de qualification de l'ensemble des collaborateurs.



[www.observatoire-metiers-banque.fr](http://www.observatoire-metiers-banque.fr)

## PREMIÈRE ÉTUDE PARITAIRE SECTORIELLE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Observatoire des métiers de la banque publie en décembre 2017 la 1<sup>ère</sup> étude paritaire sectorielle sur l'Intelligence Artificielle (IA).

Il existe aujourd'hui un véritable foisonnement des projets IA et de nombreuses expérimentations qui concerneront à terme toutes les directions d'une banque et tous les niveaux hiérarchiques. Parmi les principaux enseignements de cette étude, il convient de retenir que l'IA en est encore à des couches superficielles et qu'il reste du temps pour se positionner sur les transformations en profondeur.



## UNE INDUSTRIE FACE À DES DÉFIS

L'industrie bancaire française fait face à de nombreux défis : cybersécurité, révolution digitale, capacité à financer l'économie malgré la pression réglementaire, impact du Brexit... autant d'enjeux développés dans les chapitres suivants de ce rapport. La rentabilité de la banque de détail, la compétitivité du secteur et l'attractivité de la Place de Paris font également partie des défis actuels des banques françaises.

### L'enjeu de la rentabilité

L'environnement de taux bas continue de pénaliser la banque de détail : la marge nette d'intérêt se comprime et l'année est marquée par une nouvelle vague de renégociations de crédits immobiliers. La hausse des commissions ne compense pas totalement la diminution de la marge nette d'intérêt. La rentabilité des capitaux propres (Return on Equity ou RoE) ressortait à 6,5% en 2016. Ce niveau reste significativement inférieur à celui d'avant crise (plus de 10%, source ACPR).

Le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) appelle en décembre 2017 à une vigilance particulière sur les conditions de tarification, sur la rentabilité de la production nouvelle de crédits immobiliers, ainsi que sur leur effet sur la structure des bilans des banques. Il est aussi vigilant sur la sensibilité financière des entreprises à une remontée des taux.

### Un niveau de prélèvements qui pèse sur la compétitivité du secteur

Le poids de la fiscalité pèse lourdement sur la compétitivité du secteur et aussi sur le financement de l'économie et l'emploi. Cette pression fiscale ne cesse de s'alourdir sur les banques qui contribuent pour environ **14,8 Mds€ d'impôts, de taxes et de contributions** au titre de 2016 (hors charges sociales).

L'emploi bancaire est, de plus, directement affecté par la **taxe sur les salaires**, un impôt de production qui pèse très lourd : 2 Mds€ en moyenne chaque année.

Entre 2010 et 2017, les banques françaises auront supporté des charges supplémentaires cumulées (sociales, fiscales, contributions aux fonds de résolution) estimées **à plus de 12 Mds€**.

Enfin, la censure par le Conseil constitutionnel de la taxe de 3 % sur les dividendes distribués entraîne des décisions coûteuses pour le secteur bancaire pour assurer le rétablissement des comptes publics. Ainsi, la loi de finances rectificative pour 2017 instaure une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés frappant les entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires. Le secteur bancaire doit s'acquitter de plus de 1,3 Md€ à ce titre.

### L'attractivité de la Place de Paris

La finance est une industrie stratégique pour notre pays avec des banques figurant dans le palmarès des classements internationaux et dont les centres de décision sont à Paris.

#### **La FBF salue la mobilisation exceptionnelle des pouvoirs publics**

pour renforcer l'attractivité de la Place et faire de Paris la première place financière de l'Union européenne de l'après Brexit. C'est un signal fort donné aux acteurs économiques de la Place de Paris qui portent cette ambition collective et

se battent au quotidien pour sa compétitivité. La présence sur le territoire français de quatre des plus grandes banques de la zone euro et de nombreuses banques étrangères constitue un atout considérable.

**Le Brexit est à la fois un défi pour les banques** qui doivent se préparer à des échéances courtes (mars 2019), **et une opportunité**. Les grandes banques françaises confirment qu'elles choisiront naturellement Paris pour relocaliser leurs effectifs. Ce sont ainsi **près d'un millier d'emplois** qui pourraient être concernés.

Mais le dimensionnement des équipes qui s'installeront à Paris dépend aussi des décisions réglementaires sur les conditions d'exercice des activités financières dans l'Union européenne, de la réglementation des activités de marché et de la localisation des infrastructures de marché qui sont des enjeux majeurs. La France doit aussi rassurer en matière de prévisibilité et de stabilité de sa politique fiscale.

Les mesures annoncées par le Gouvernement y répondent en partie. Elles portent notamment sur le coût du travail, particulièrement pénalisé dans le secteur financier par la taxe spécifique sur les salaires. La suppression dans la loi de finances pour 2018 de la tranche marginale de cette taxe pesant sur les salaires à haute valeur ajoutée, est une mesure particulièrement indispensable.

L'exclusion des bonus du calcul des indemnités prud'homales ainsi que le plafonnement des charges sociales à partir d'un certain niveau de rémunération complèteraient les profondes réformes du code du travail engagées par le Gouvernement pour donner plus de visibilité et de flexibilité aux acteurs économiques.

Ces décisions répondent ainsi aux principaux freins au développement de leurs activités sur notre territoire signalés par les banques étrangères membres de la FBF. Ce sont donc **des signaux forts pour les établissements financiers internationaux souhaitant s'installer en France** ou y développer leurs activités.

## BREXIT : PARIS ACCUEILLERA L'AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE



La Fédération bancaire française se félicite du choix de Paris pour la localisation de l'Autorité Bancaire Européenne. Il s'agit d'un signal très positif pour l'attractivité de la Place de Paris. C'est aussi le couronnement d'une remarquable mobilisation collective, pilotée par des pouvoirs publics qui ont pris toute la mesure de l'importance stratégique de l'industrie financière.

Les banques françaises ont fait le choix de développer la Place de Paris, une des seules places financières d'Europe continentale à avoir un écosystème complet : de grands acteurs financiers, de grands clients, une gamme très diversifiée d'activités et des pôles d'expertises financières reconnus, notamment dans la gestion d'actifs, la banque de financement et d'investissement (BFI), le capital investissement, la Fintech et les infrastructures de marché.

Les grands groupes bancaires français en sont le cœur : leurs activités de BFI sont déjà massivement implantées à Paris et dans la région Ile de France, avec près de 41 000 salariés, comme leurs filiales de gestion d'actifs qui emploient plus de 16 000 salariés.

La profession accueille favorablement la suppression des mesures très pénalisantes en termes d'attractivité, comme la taxe sur les transactions financières pour les opérations "intraday" (opérations débloquées dans la journée).